

DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT
Fonds de Modernisation des Etablissements d'accueil du jeune
enfant - FME

Nom de l'équipement (**information obligatoire**):

Adresse de l'équipement (**information obligatoire**) :

Nature de l'opération (cocher la case correspondante à votre projet) :

- Opération de rénovation (mises aux normes, travaux de sécurisation, remplacement de matériels obsolètes)
- Fourniture des repas et stockage de couches : construction d'une cuisine ou achat d'équipements pour réchauffer les repas non préparés sur place (four, réfrigérateur), construction d'un local de stockage,
- Achat ou remplacement d'un logiciel ou d'un système automatisé de comptage des présences permettant d'optimiser le fonctionnement de l'établissement,
- Adaptation national relatif aux exigences applicables aux Eaje en matière de locaux, d'aménagement et d'affichage pour les projets déposés jusqu'à l'année 2026 incluse,
- Adaptation des contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe ou de service, rendue nécessaires par la loi EGAlim,
- Amélioration des conditions de travail des professionnels (l'aménagement d'une salle du personnel dédiée, l'acquisition de mobilier adulte, l'amélioration de l'ergonomie des matériels professionnels)
- Adaptation de l'équipement aux enjeux de la transition écologique : Travaux permettant l'obtention d'un label, travaux contribuant à la désartificialisation, travaux concourant à des gains de performance énergétique.

Dates des commissions d'Action Sociale avec date limite de réception des dossiers (tous dossiers reçus après-la date limite seront présentés à la commission suivante)

CAS 03/03/2026 réception du dossier complet au plus tard le 30/01/2026

CAS 30/06/2026 réception du dossier complet au plus tard le 25/05/2026

CAS 29/09/2026 réception du dossier complet au plus tard le 31/08/2026

CAS 17/11/2026 réception du dossier complet au plus tard le 12/10/2026

Le dossier est à envoyer par mail à l'adresse suivante : investissement@caf01.caf.fr et en copie au Conseiller chargé de développement de votre territoire

Tous les champs ci-dessous sont obligatoirement à compléter

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROMOTEUR : ORGANISME DEMANDEUR DE LA SUBVENTION**

Dénomination (raison sociale) : _____

Identifiant SIREN : _____

Nature juridique : _____

Adresse du siège : _____

Nom du contact : _____

Mail du contact : _____

Téléphone du contact : _____

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE GESTIONNAIRE DE LA STRUCTURE**

Dénomination (raison sociale) : _____

Identifiant SIREN : _____

Nature juridique : _____

Adresse du siège : _____

Nom du contact : _____

Mail du contact : _____

Téléphone du contact : _____

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRUCTURE RENOVEE**

Tous les champs ci-dessous sont obligatoirement à compléter

Date d'ouverture de la structure : _____

Date de la dernière rénovation financée par la Caf : _____

La structure est-elle en **Délégation de Service Public** : OUI NON

L'équipement est-il situé en QPV ou ZRR : OUI NON

Date prévisionnelle de début de travaux : _____

Date prévisionnelle de fin de travaux : _____

Le projet est-il financé par un bonus territoire CTG : OUI NON

✓ **Capacité d'accueil de la structure :**

Avant travaux :

/ Après travaux :

Les travaux vont-ils nécessiter la fermeture de places : OUI NON

Si oui, combien :

↳ **Titre d'occupation des locaux (Joindre un justificatif)**

Propriétaire

Locataire

Occupant à titre gratuit

Joindre les Plans :

Nombre de m² actuels

et après travaux

↳ **En cas de travaux d'adaptation de l'équipement aux enjeux de la transition écologique :**

L'équipement bénéficiera-t-il de travaux dans le cadre du développement durable :

OUI NON

Si oui, indiquer le nom du label* : _____

*Les certificats ou labels éligibles figurent dans la liste détaillée dans l'annexe jointe au règlement FME.

Montant estimé pour ces travaux : _____ € (somme à retrouver dans l'outil Excel dépenses plan de financement)

↳ **DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OPERATION PREVUE**

En cas de préconisation de travaux émanant des services de la PMI, fournir le rapport de visite.

↳ **COUT DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES PLAN DE FINANCEMENT**

Merci de compléter le tableau Excel ci-joint en annexe.

Information à compléter uniquement pour les promoteurs avec un statut juridique privé entreprise)

- Avez-vous la possibilité de déduire la TVA sur les investissements :

OUI

NON

Rappel pour les promoteurs de statuts juridiques associatifs, le montant de dépenses retenu sera en TTC, pour les collectivités le montant des dépenses retenu sera en HT



Toutes les dépenses ventilées dans le plan de financement doivent être justifiées par des devis d'artisans ou une estimation détaillée des travaux faite par un architecte ou un maître d'œuvre.

Sans devis, les sommes ne seront pas retenues dans les dépenses subventionnables pour le calcul de la subvention.

RAPPEL : Les travaux ou achats faisant l'objet de la demande d'aide financière ne doivent en aucun cas être réalisés où avoir débuté avant la décision du Conseil d'Administration de la C.A.F. et du Département (joindre l'avis technique de la PMI) sauf demande d'autorisation au préalable, sous réserve de réception du dossier complet et des enveloppes budgétaires suffisantes

Les pièces justificatives obligatoires à transmettre avec le dossier de demande : *Sans la totalité des documents cités ci-dessous, votre dossier ne sera pas recevable.*

Associations – Mutuelles - Comité Social d'entreprise (Cse) - Fondations

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la convention | Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années |
|---|---|---|
| Existence légale | <ul style="list-style-type: none"> - <u>Pour les associations</u> : récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé de modification à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE) - <u>Pour les Cse</u> : procès-verbal des dernières élections constitutives - <u>Pour les mutuelles</u> : un certificat d'immatriculation portant mention du numéro d'identité visé par les dispositions de l'article R. 123-220 du code de commerce | Attestation de non-changement de situation |
| | Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention | Attestation de non-changement de situation |
| | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois |
| Vocation | Statuts datés et signés en vigueur | Attestation de non-changement de situation |
| Destinataire du paiement | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention | Attestation de non-changement de situation |
| Capacité du contractant | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois |
| Pérennité | <ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1) | <ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1) |
| Prévention de l'enrichissement sans cause | <ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. | <ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. |

Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI) -
Autres personnes publiques

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la convention | Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années |
|-------------------------------------|---|---|
| Existence légale | <p>- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence</p> <p><u>Ou</u></p> <p>- Arrêté ou décret de création de la personne morale (y compris communes nouvelles)</p> | Attestation de non-changement de situation |
| | Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention | Attestation de non-changement de situation |
| | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois |
| Vocation | Statuts datés et signés en vigueur pour les EPCI (détaillant les champs de compétence) | Attestation de non-changement de situation |
| Destinataire du paiement | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention | Attestation de non-changement de situation |

Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la convention | Justificatif à fournir si le bénéficiaire a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années |
|-------------------------------------|--|--|
| Existence légale | Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois | Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois |
| | Numéro SIREN /SIRET pour l'entité bénéficiaire du financement prévu par la présente convention | Attestation de non-changement de situation |
| | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois | Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois |
| Vocation | Statuts datés et signés en vigueur | Attestation de non-changement de situation |
| Destinataire du paiement | Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention | Attestation de non-changement de situation |

| | | |
|--|---|---|
| Pérennité | <ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1) | <ul style="list-style-type: none"> - Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédent la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1) |
| Prévention de l'enrichissement sans cause | <ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. | <ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. |

Pièces justificatives au titre du programme d'investissement

| Nature de l'élément justifié | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention |
|--|--|
| Eléments relatifs à l'opération | Descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique |
| Eléments relatifs à la structure financée | Justificatif relatif aux conditions d'occupation du terrain d'implantation et/ou conditions d'occupation des locaux (photocopie du titre d'occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété...) |
| | Copie de la police d'assurance garantissant le bien faisant l'objet de la demande d'aide financière |
| | Budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération. Nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération |
| Modalités de financement du projet | Plan de financement prévisionnel, signé de la personne habilitée, détaillant : d'une part, le coût de l'opération (toutes taxes comprises) et d'autre part, les financements obtenus ou sollicités. Tout document attestant du coût prévisionnel de l'opération (plan, devis, avant-projet sommaire...) |